

## ***Communiqués de presse FSU***

### **Le sommet de Copenhague sur le climat a abouti à un échec dramatique pour l'avenir de l'humanité**

La FSU constate avec consternation et colère que le sommet de Copenhague sur le climat a abouti à un échec dramatique pour l'avenir de l'humanité.

Après deux ans de travail et alors que plus de cent chefs d'État ou de gouvernement étaient réunis, aucun accord mondial n'a pu être conclu.

Les États-Unis par leur refus de prendre des engagements significatifs portent une responsabilité majeure et l'Europe s'est révélée incapable de proposer fortement une voie ambitieuse. Cela, combiné au jeu de la Chine d'une part mais aussi du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud qui ont divisé et affaibli le G77, a conduit à un scénario catastrophe et les ultimes péripéties de Copenhague ne pourront occulter cet échec.

La séance finale de la conférence a simplement « pris note » du texte travaillé en dehors de toute procédure onusienne, par le MEF (Major Economies Forum), équivalent du G20, et invité les pays à le signer.

Ce texte ne prévoit aucune décision pour aller vers un nouveau traité contraignant confirmant et prolongeant Kyoto. S'il reconnaît la nécessité de limiter la hausse des températures mondiales à 2°C et la nécessité de fortes réductions des émissions mondiales, il ne mentionne aucun objectif chiffré de réduction à long terme (2050) et à moyen terme (2020) pour chacun des pays, qui feront simplement connaître leurs engagements pour 2020 d'ici au 31 janvier 2010 sans même préciser l'année de référence (1990 ou 2005 ?). Ce refus d'engagements contraignants concerne en premier lieu l'ensemble des pays développés, dont la responsabilité historique dans le changement climatique est particulièrement lourde.

Le texte prévoit la création d'un "Fonds climatique vert de Copenhague" avec l'objectif de lever 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour aider les pays en développement dans les mesures d'adaptation et d'atténuation mais les pays développés ne contribueraient qu'à hauteur de 30 milliards de dollars annuels sur la période 2010-2012. Et il est vraisemblable que ces fonds ne correspondront qu'à une reconversion de l'aide au développement déjà promise. Ajoutons à cela qu'aucun accord sur les contributions individuelles des pays riches, sur la répartition vers les pays pauvres, et sur le financement de la préservation des forêts n'a été trouvé.

Ce texte consacre également la place du marché, notamment concernant le problème de la déforestation (mécanisme REDD), donnant son imprimatur à un développement de la finance carbone aussi inefficace qu'injuste et source de profit spéculatif et d'instabilité économique et financière.

La seule note d'espoir réside aujourd'hui dans la forte mobilisation citoyenne qui s'est exprimée à l'occasion de ce sommet. Elle doit plus que jamais se poursuivre et s'amplifier pour imposer d'autres choix et promouvoir des transitions vers des sociétés soutenables et pour la justice climatique. La FSU dans la perspective de la conférence de Mexico fin 2010 s'engagera au plan national et international à construire de nouvelles initiatives avec ses partenaires dans les cadres intersyndicaux et dans les collectifs où elle est impliquée.